



Stage de formation syndical Afrique de l'Ouest et du Centre Ouagadougou, 14 et 15 février 2013

Le stage de formation syndicale SNUipp/SNES Afrique de l'Ouest et du Centre a rassemblé représentants et militants de sept pays du continent africain les 14 et 15 février derniers au Burkina Faso. Renforcer et mieux structurer les sections locales, aider à la création de nouvelles sections, débattre sur les problématiques de la zone, améliorer la représentation dans les instances, renforcer la syndicalisation, tels étaient les objectifs affichés. Une session à la fois riche et dense et, par la même occasion, un moment d'échanges et de convivialité.*

**Burkina Faso, Niger, Mali, Togo, Sénégal, Ghana, Congo (section de Pointe Noire).*

Actualité en France et dans le réseau

Les représentants SNUIPP et SNES ont présenté l'actualité nationale, (discussions sur la refondation de l'école, nouveau décret sur les rythmes scolaires, mobilisation du 31 janvier, abrogation de la journée de carence), et l'actualité à l'étranger (dotation de l'agence, postes de résidents, déconventionnements d'établissements, précarisation des statuts des personnels, dossiers de l'ISVL ou de l'avantage familial).

Sécurité dans la sous région

Parmi les attentes des militants, la question cruciale de la sécurité en Afrique de l'Ouest. Les collègues du Mali et du Niger, actuellement confrontés à un quotidien particulièrement difficile, ont fait part des modalités d'action qu'ils comptent entreprendre afin de faire entendre leurs revendications. Selon eux, la seule réponse d'un réajustement de l'ISVL ne suffit pas : ils demandent également une « indemnité de contrainte spéciale » ainsi que l'instauration d'une véritable mesure d'aération sous forme de billets d'avion payés à l'agent (mais aussi à sa famille), pour les titulaires comme pour les recrutés locaux.

Le HDF s'est proposé de relayer leurs demandes au niveau du Comité technique de l'AEFE pour soutenir leurs actions et a rappelé sa demande de mise en place d'un protocole de retour en France pour les personnels exerçant dans les pays en crise.

Les représentants du Mali ont également revendiqué une indemnité exceptionnelle de sécurité d'un montant de 4000 euros, compte tenu des efforts consentis par les personnels pour s'adapter aux conditions actuelles particulières (fermeture du lycée, création d'une plateforme d'enseignement à distance).

Statuts des personnels

En réponse à la remise en question des statuts (expatriés, résidents) par l'un des participants, le HDF a rappelé qu'il n'était pas favorable à la disparition du statut d'expatrié, dont la mission consiste à exercer sur des fonctions particulières ou dans des zones de faible attractivité (ce qui est le cas du Niger). Cette question nécessite une réflexion de fond qui peut être abordée, avec le recul nécessaire, à l'occasion du stage d'été HDF. A noter que la question du statut du résident devrait être l'un des sujets principaux de la prochaine réflexion sur l'avenir du réseau d'enseignement français à l'étranger, voulue par la Ministre Hélène Conway.

Statut des établissements en Côte d'Ivoire

Le statut du Lycée Blaise Pascal et de l'école Jacques Prévert d'Abidjan (structure EGD coexistant avec un établissement homologué avec des titulaires détachés directs) a suscité bien des interrogations, en particulier sur la sécurité de l'emploi, le respect du droit syndical, la transparence au recrutement et la protection des personnels en cas de troubles sociopolitiques.

Formation syndicale

Le stage Afrique de l'Ouest et du Centre a permis aux participants d'aborder, outre les problématiques locales, le fonctionnement d'une section syndicale (représentation, actions, droit syndical, syndicalisation, élections, communication), le rôle et fonctionnement des instances nationales (CA, CT, CHSCT) et locales (CCPLA) notamment à travers les derniers textes issus du dialogue social et actés en Comité technique.

L'action syndicale en faveur des recrutés locaux reste par ailleurs l'une des préoccupations majeures des personnels.

Un bilan largement positif !

Mieux percevoir le sens de l'action collective, mieux appréhender les problématiques du réseau d'enseignement français à l'étranger, mieux situer l'action locale par rapport au contexte général, mieux comprendre le fonctionnement des instances, échanger avec les collègues, des objectifs atteints, aux dires des participants, en conclusion de ce stage. Tous les sujets n'ont pu être abordés, faute du temps nécessaire.

Pour le HDF, ces moments d'échanges, toujours riches d'enseignements, permettent une meilleure prise en compte des réalités du terrain.

Réunion d'information syndicale au lycée St Exupéry

En marge de ce stage, le HDF a rencontré le Conseiller de coopération de l'ambassade de France afin de faire remonter les préoccupations des enseignants du Lycée St Exupéry de Ouagadougou (réunion d'information syndicale du mercredi 13 février). Le dossier de l'ISVL et la sécurité au Burkina Faso, proche de la zone actuelle de conflit, ont ainsi largement été abordés.